

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - nº 1850 - 24 février 1994 - 8 F

D 1850 **HAÏTI**: <u>LA VRAIE RÉCONCILIATION NATIONALE</u> - <u>SELON LES RELIGIEUX</u>

La Conférence haïtienne des religieux est connue pour son engagement pastoral dans les difficiles réalités du pays et par ses analyses pertinentes de la situation actuelle (cf. DIAL D 1087 et 1818). Le changement normal de sa présidence et de son bureau directeur du 3 décembre 1993 n'a aucunement modifié les orientations de base de cet organisme de l'Église catholique en Haïti. En témoigne le vigoureux document qu'elle publiait le 7 février 1994, élaboré par son "groupe de réflexion" interne, et que nous publions intégralement ci-dessous.

Un document de première importance pour la "mise à plat" de la problématique nationale.

Note DIAL -

AUTOUR DE LA "RÉCONCILIATION NATIONALE" DOCUMENT DU GROUPE DE RÉFLEXION DE LA CONFÉRENCE HAITIENNE DES RELIGIEUX (CHR)

(Intertitres de DIAL)

Qui d'entre vous, quand son fils lui demande du pain, lui remettra une pierre? Ou, s'il lui demande un poisson, lui remettra-t-il un serpent (Mt 7, 9-10)

Il existe une immense majorité d'Haïtiens (près de 90%) qui depuis des décennies, mais plus particulièrement durant celle que nous sommes en train de vivre, réclament de leur société ce qu'il y a de plus essentiel et de plus fondamental à la vie: le pain, le travail, la santé, l'éducation, le respect, la sécurité, la justice. Ces concitoyens veulent être considérés comme des humains à part entière, des citoyens haïtiens soumis aux mêmes lois et aux mêmes devoirs, jouissant des mêmes droits que le reste de la société. Ils proclament leurs droits inaliénables d'élire leurs propres leaders. En un mot, ils veulent vivre dans une société libre et démocratique tant au plan politique qu'au plan économique et social. On conviendra tous qu'il s'agit là d'aspirations normales et légitimes communes à l'ensemble de l'humanité.

(Le mépris envers le peuple)

La source de toute cette crise qui disloque notre pays depuis des années est dans la confiscation de cet idéal démocratique par et au profit d'une infime minorité qui avec acharnement oppose à toute réclamation ou manifestation populaire un ensemble de forces brutales et répressives telles les canons, les fusils, le bâton, l'assassinat public, l'incendie, le vol, le viol, la prison, la torture, les avilissements. Comme au temps de l'esclavage, les tenants de la minorité proclament tout haut que les couches populaires sont incapables de participer à la démocratie, ou tout au moins, ce qui revient pratiquement à la même affirmation, qu'elles ne sont pas prêtes pour la démocratie.

Cette doctrine justifie tous les crimes. L'impunité s'érige alors en droits acquis au point que l'on semble vouloir en faire le principe de base du projet national de société.

N'est-ce pas en fait aujourd'hui la meilleure manière ou du moins la manière la plus sûre et la plus rapide de se procurer l'avoir et le pouvoir? L'on ne se contente pas de principes, on met en place tout un système d'organisation du désordre. C'est par le désordre organisé que l'on assure en permanence le triomphe de la minorité sur la majorité. Agissant à partir de tels principes, cette mini-société fait pire que de donner une pierre à la place de pain. Elle tue, elle supprime, elle torture, elle avilit, elle fabule, elle vole, elle espionne, elle confisque tous les droits.

La situation du fils qui reçoit une pierre à la place du pain qu'il a demandé est une situation extrêmement inhumaine qui renvoie le fils à la plus totale confusion et désolation. Dans notre langage à nous, cela s'appelle KRAZE KWI POV LA (1). Le comportement de la minorité va jusqu'à cette extrémité. Elle ne se contente pas de casser la sébile du pauvre, elle élimine toute une classe d'hommes et de femmes pour que jamais plus elle n'entende leur prière, leurs plaintes ou leurs cris. Ceux qui, dans les couches populaires, osent subsister ou résister malgré tout, sont réduits à l'état de mendiants ou d'esclaves. Ils sont obligés de vider les lieux, de vivre comme des bannis errants de place en place. Ils ne sont pas considérés comme Haïtiens; ils ne font pas partie de ce pays. Ils n'ont pas non plus le droit d'être considérés comme des humains. Ce crime odieux est commis au nom du nationalisme le plus farouche, au nom de la morale la plus puritaine, et aussi au nom d'un christianisme très serein.

Pour un pays comme Haïti qui a pris naissance dans une lutte incessante et sans merci pour sa liberté et son indépendance, ce travesti de démocratie et de nationalisme se présente à la fois comme un sacrilège et un défi. L'embarquement de Toussaint Louverture pour l'exil, loin de confondre la masse des esclaves, leur a plutôt ouvert les yeux sur les véritables enjeux de leur lutte. En effet, aucun être humain, aucun régime politique, aucun colonialisme ancien ou nouveau, aucun pays, aucune minorité ne peut indéfiniment s'approprier ou emprisonner la liberté.

Pour nous chrétiens, religieux et religieuses, l'appel à la liberté dépasse les propres dimensions humaines pour s'inscrire dans un au-delà de l'homme lui-même. La liberté est dans notre nature d'hommes et de femmes créé(e)s à l'image de Dieu. Cette image est le principe de notre quête vers plus de plénitude, plus d'espace de vie et de relation. Notre baptême et notre vocation nous obligent à refuser de cautionner, ne serait-ce que par notre silence, un tel ensemble d'attitudes et de comportements marqués par le sceau de l'inhumanité, de la corruption, de l'hypocrisie, de l'immoralité et du reniement de l'Evangile. Bien plus, stimulé(e)s par notre baptême, notre confirmation et notre vocation, nous sommes déterminé(e)s à agir de façon à mettre l'Évangile en pratique et à suivre notamment la recommandation d'Ezéchiel: "...fortifier les brebis chétives, soigner celles qui sont malades, panser celles qui sont blessées, ramener celles qui s'égarent, chercher celle qui est perdue.." Ez 34.

(<u>Une "lumpenbourgeoisie</u>")

Le comportement hégémonique minoritaire se révèle dans un certain nombre de démarches et d'attitudes que nous retrouvons soit chez des individus, soit dans certaines catégories, ou même dans les institutions. Ces démarches visent trois réalités toujours présentes à l'esprit des ravisseurs de la liberté: le rejet du peuple en tant que corps décisionnel et déterminant du projet social; le refus de toute élection libre et honnête; le renvoi de la Constitution pour autant qu'elle représente une cristallisation de la volonté populaire; et en corollaire, la volonté manifeste de se placer au-dessus des lois tout en y soumettant les autres. En un mot, c'est le rejet global de tout État capable de se manifester avec une certaine vigueur au bénéfice des plus déshérités du pays.

La duplicité est à son comble, car on veut par tous les moyens amener les couches populaires à accepter comme juste et honnête le comportement de la minorité à son égard.

Cette déviation du projet social est manifeste dans la mentalité et le comportement de ceux qui font partie de la bourgeoisie d'affaires. Certains d'entre eux n'hésitent pas à s'identifier comme "lumpenbourgeoisie". Ce groupe concentre dans son sein l'ensemble des biens, des services, des entreprises, des richesses et d'une bonne partie des emplois. Pour lui, l'argent est le suprême pouvoir qui dispense de tous les devoirs et

absorbe tous les droits. Dès lors, ceux qui ne disposent pas de cet instrument de force n'ont droit à aucune considération. Ils sont mis au rancart.

C'est ce pouvoir suprême qui en tout premier lieu confisque la constitution et les droits électoraux. Il commandite les coups d'État, donne des ordres à l'armée, lance des ultimatums, fait du lobby international pour le maintien du statu quo, pratique l'évasion de taxes et d'impôts, freine l'économie à volonté, recueille en premier les retombées de l'aide humanitaire, alimentaire ou de toute aide internationale, fait mains basses sur les soins de santé et sur le système éducatif, profite de l'embargo pour augmenter les chiffres d'affaires, dispose de wharfs (2) privés de débarquement et de gang armé, jouit de tous les monopoles, contrôle les banques. Aucun pouvoir fort et honnête ne peut lui résister et subsister. Haïti, c'est leur propriété privée. Et c'est en tant que propriétaire exclusif de ce pays que ce groupe devient nationaliste et s'affiche au nom des intérêts de la Nation.

Dans ce secteur, et parfois hors de ce secteur, mais toujours en connexion il y a toute une catégorie de brasseurs d'affaires, de magouilleurs, nationaux et internationaux, associés et acolytes pour les basses oeuvres, distributeurs de drogues et manipulateurs de conscience. Eux aussi sont incapables de vivre dans un état de droit. A eux aussi le désordre profite, car ils veulent vivre sans contrainte, sans avoir à rendre compte. Qu'importe si le pays s'en va et si son indépendance ou sa survie se trouvent menacées? Ils n'auront pas à en payer les conséquences. Ils appartiennent déjà à une autre partie.

(<u>L'armée</u>)

L'attitude et le comportement des forces armées viennent renforcer la position de la bourgeoisie. On dirait même que depuis toujours l'armée n'existe que pour la protection des droits et des privilèges du pouvoir d'argent. Des rapports récents ont révélé le rôle essentiel de cette armée dans la passation d'informations nationales à des gouvernements étrangers. La révélation de cette information n'a suscité aucun émoi ni aucune protestation. L'impensable ne nous surprend plus. Point n'est besoin alors d'aller bien loin pour trouver une explication à l'incident du Harlan County. Si ces militaires étrangers savent reconnaître leurs amis, les nôtres ne savent pas reconnaître leurs propres concitoyens.

Les forces armées se confortent dans la pensée qu'elles sont au-dessus de la Nation. Elles seraient à elles seules comme une nation, n'ayant à rendre compte à personne. Elles se placent de fait au-dessus de la Constitution dont elles s'instituent la gardienne en y choisissant ce qui leur plaît et en rejetant ce qui leur déplaît. Rejetant les couches populaires comme incapables, analphabètes et terroristes, elles se donnent le pouvoir de faire et de défaire les chefs d'État, de nommer les membres du Parlement, de leur dicter les décisions et les lois, d'instituer et de commander les grands commis de l'État. De ce fait, tout pouvoir devient militaire. Se fixant un tel objectif, elles deviennent exterminatrices puisque pour faire respecter le statut qu'elles se donnent elles n'hésitent pas à écraser qui bon leur semble.

Il n'est pas dans notre intention de faire porter par tout un corps la responsabilité de ces tendances que nous venons de signaler. Une fraction relativement importante de cette armée ne partage pas cette conception que l'armée se donne et ne participe pas aux décisions majeures. Cette fraction, difficile à évaluer, reste timide et a peur. Il demeure que ce corps est charpenté à l'image de la société civile dont elle est une émanation. Une minorité garde la clef des décisions politiques, de telle sorte qu'elle se trouve constamment au-dessus ou en dehors de ses propres lois et de ses propres règlements. Par suite, un certain nombre d'officiers, de sous-officiers, de soldats et même de chefs de section, dans leurs juridictions respectives, se considèrent comme chefs suprêmes, maîtres des vies et des biens, au-dessus de toutes les lois.

Ce qui est dit ici ne détruit en rien la possibilité pour l'armée d'avoir sa propre hiérarchie et organisation internes, sa propre ligne de discipline et de commandement. Nous entendons seulement que l'institution respecte les principes constitutifs de la Nation ainsi que les normes de morale et de justice. Le pouvoir étant à la force et non au droit et aux institutions de droit, des individus ou des groupes de la société civile cherchent par des relations d'argent, de commerce ou de flatterie, à s'approprier des parcelles importantes de ce pouvoir. Eux aussi font fi de toute Constitution ou de toute loi pour s'ériger en maître souverain et exercer leurs propres lois. Ils disposent d'une armée parallèle bien outillée destinée à l'écrasement total du peuple. Le service de la minorité l'exige.

(La classe politique)

Font aussi partie de cette minorité, les politiciens traditionnels pour qui seule l'armée ou les patrons étrangers donnent accès au pouvoir civil. Manipulé par des forces occultes, le Parlement reste continuellement en crise. Il ne respecte pas ses propres normes de fonctionnement. Les coups d'État et les tentatives de coup d'État se multiplient en son sein dans une lutte incessante pour usurper la présidence des Chambres. En contrôlant le Parlement, on contrôle le président de la République. Des puissances étrangères font tout leur possible pour que l'État haïtien reste faible, sans aucun pouvoir réel de gouverner.

Tout cela reste possible parce que certains parlementaires n'obéissent qu'aux directives de l'armée qui fait mine de ne pas se mêler de politique. Par conséquent, ils sont prêts à se défaire de toutes les normes, de toutes les règles de noblesse ou de moralité pour s'adonner à leur course ascensionnelle vers le pouvoir. C'est ainsi qu'ils entendent pratiquer le réalisme politique. Dès lors, il n'est pas question de démocratie ni de pays; il s'agit tout simplement d'être capable de flotter en politique comme une bouteille vide à l'eau. Les protestations nationalistes, le discours démocratique, l'appel à la réconciliation font partie de ce jeu de tréteaux destiné à mystifier les couches populaires. Une pléthore de candidats perpétuels aux fonctions de chef d'État, de premier ministre, de ministres sont en continuelle agitation et font apparition dès que la situation semble porter assez de confusion pour leur offrir l'opportunité qu'ils espéraient.

Ce petit monde, avec des mots de morale à la bouche, des recettes chrétiennes au bout des lèvres, n'a qu'une seule idée: rejeter et annuler de façon définitive les résultats des élections du 16 décembre 1990, et renvoyer, par le fait même, la grande majorité du peuple avec son idéal démocratique. Autrement dit, ce n'est pas seulement le président que l'on veut garder définitivement en exil, c'est tout un peuple que l'on veut à tout jamais bannir des réalités politiques et économiques de son pays.

(La communauté internationale)

La communauté internationale, sous l'autorité du gouvernement des États-Unis d'Amérique, joue à fond dans cet amas de contradictions et tire les cartes au bon moment pour respecter l'équilibre du jeu. Depuis le temps que cela dure, une sorte de retour cyclique de gestes médiatiques, de discours, de conférences, de belles promesses, de déclarations d'intentions, nous laisse avec une impression de déjà vu et nous signale que nous sommes toujours au point de départ. Aujourd'hui encore, on persiste à vouloir mettre la charrue avant les boeufs pour insister sans aucune honte sur la nomination préalable d'un premier ministre comme un pas vers la sortie de crise. Une telle démonstration d'habileté, jointe aux dépenses énormes qu'elle occasionne, démontre clairement que la moralité n'est pas une norme de conduite en politique.

(La fausse "réconciliation")

A partir de là, toutes les magouilles et tous les expédients sont bons. L'idée d'une Conférence nationale de réconciliation est, depuis les présentes circonstances, une de ces magouilles que l'on veut inscrire dans le concret au mépris de la Constitution. Les couches populaires n'ont aucune chance d'y être représentées, puisqu'elles sont interdites d'opinion. On se demande au nom de quel droit, au nom de quel article de la constitution l'on s'arroge l'autorité de convoquer une conférence dont le but manifeste est d'aboutir tout au moins à l'imposition d'un premier ministre. Réalisée dans la mise à l'écart de n'importe lequel des pouvoirs constitués de l'État, une conférence nationale ne peut être qu'une conspiration antidémocratique. Et ses propositions et décisions doivent être considérées comme nulles et anticonstitutionnelles. Ce que l'on n'a pas pu

serait que la manifestation de la maturité de la majorité désormais fixée sur les véritables enjeux politiques de la Nation. Nous parlerons de préférence d'une crise morale, d'une crise d'éthique sociale. Elle est attisée et maintenue par des gens pour qui la moralité n'a pas de place en politique; ce qui importe c'est une efficacité et une réussite personnelles. La crise haïtienne, c'est l'échec d'une politique internationale et d'une conception pyramidale du monde.

De ce fait, cette crise est aussi une crise des valeurs spirituelles bafouées par tous ceux-là qui devraient en être les promoteurs et qui profitent de leurs positions de force pour imposer des critères matérialistes du pouvoir et de l'avoir. Partant, toutes nos institutions en portent la marque.

(La vraie réconciliation)

Et c'est ici que nous pouvons et devons parler de réconciliation; une réconciliation qui ne serait pas un simple arrangement de surface entre un BOUKI AK TI MALIS (5) mais une véritable guérison et réconciliation sociale. Serait-ce naïf d'y croire?

La parabole du fils prodigue en donne une belle illustration. Il est intéressant de remarquer que ce fils prodigue n'est pas revenu lorsqu'il avait tout l'argent de l'héritage à sa disposition. Bien au contraire, cet argent a servi à l'éloigner de sa famille. Il a eu l'idée de revenir seulement quand il eut épuisé tous ses biens, qu'il n'avait plus rien à manger et qu'il était humilié. C'est alors qu'il a pu reconnaître la profondeur de son péché, c'est-à-dire ce qui le divisait d'avec son père. Et il a prononcé le seul mot logique et conséquent de sa vie: je me lèverai et j'irai vers mon père. Il lui faisait confiance et il savait que son père ne le rejetterait pas en lui donnant une pierre ou un scorpion. C'est avec cette transformation du coeur qu'il est parti vers son père. L'accueil du père a été aussi simple que ses sentiments. Juste en le voyant revenir sans orgueil, dépouillé de tout, il avait compris que son enfant avait perdu son arrogance et sa perversité. Sans même l'entendre, il pouvait alors commencer à se réjouir et prévoir que tout allait bien recommencer. Et ce fut la fête, la fête d'un retour inespéré mais sincère. La fête du rassemblement d'une famille déjà désunie par les biens et le pouvoir. Mais ce furent aussi les remontrances du fils docile resté à la maison. Le père n'a pas eu de mal de l'amener à la raison et à lui faire comprendre qu'il fallait faire la fête pour celui qui était perdu et qui est retrouvé.

L'autre exemple nous renvoie à la mort de Jésus sur la croix. Alors qu'il consumait son sacrifice pour le salut et la réconciliation de l'humanité, deux larrons se trouvaient en croix à ses côtés expiant les crimes qu'ils avaient commis. L'un continuait avec toute son arrogance à reprendre les idées et les paroles de ceux qui avaient décidé l'élimination de Jésus. Enraciné dans son mal il ne pouvait pas reconnaître Celui qui était en train de donner sa vie par amour. Il préférait rester dans le camp de ceux qui refusent de reconnaître l'amour. L'autre était conscient de ses méfaits et s'en repentait sincèrement. Malgré son extrême douleur, il avait le courage de rappeler son confrère à l'ordre. Il venait de rencontrer Jésus et il reconnaissait en lui l'innocence et la bonté. Si Jésus n'a rien dit au premier, il a tout de même parlé au second en lui promettant le royaume. Ce qui constitue le royaume, ce n'est pas le fait de n'avoir jamais péché, mais c'est la conversion sincère du pécheur, c'est la capacité de reconnaissance et de rupture. La réconciliation, c'est le retour, le retour de tous ceux-là qui avaient pensé construire un autre royaume, un royaume étranger à celui de Dieu et des hommes.

L'analyse que nous venons de faire ne se veut pas une condamnation des hommes, mais une condamnation du mal et de la persistance dans le mal. Nous condamnons ce mal qui réclame pour lui-même l'impunité en vue d'assurer sa permanence. Si nous condamnons, c'est pour faire appel au retour de tous ceux qui ne veulent pas perdurer dans leur égarement.

Voilà pourquoi nous voulons vous exhorter à la réconciliation par le repentir de vos fautes. A l'instar des prophètes de la Bible qui ne se contentaient pas de dénoncer et de condamner, mais qui invitaient à se détourner du mal et à rencontrer Dieu, nous vous disons: revenez. Revenez sans faille ni détour. Sortez du précipice.

réaliser avec Malval, on veut le réussir dans une prétendue conférence qui aurait pour but inavoué de défaire les élections de décembre 1990. Cette conférence de CARENA (3) doit être reconnue pour ce qu'elle est: un acte de vengeance visant à faire payer l'audace des couches populaires de contredire la toute puissante minorité dans des élections libres et démocratiques. L'orgueil ne peut être jamais un bon conseiller pour quiconque.

La CARENA, malgré ses protestations d'objectivité et d'ouverture à tous, ne cherche qu'à nous faire oublier l'illégalité et l'inconstitutionnalité des décisions auxquelles elle pourrait aboutir. Le silence de la communauté internationale sur cette question nous renseigne amplement: cette grande amie de la démocratie et d'Haïti était en faveur de la conférence proposée par Malval; elle était contre celle proposée par Aristide (même si finalement elle y a participé); elle ne dit rien de la proposition de la CARENA. La démocratie doit-elle exister en dehors de la légitimité? Ou bien y-a-t-il d'autres instances que le peuple à accorder la légitimité? La CARENA n'est qu'un cheval, mais un mauvais cheval de Troie.

Tant que la communauté internationale légitimise ou approuve ce qui n'est pas légitime et problématise ce qui est légitime, il y aura toujours une crise en Haïti et ce sera toujours la majorité qui en fera les frais.

D'après des rumeurs persistantes et convergentes, la CARENA voudrait aboutir à l'imposition au président de la République, de trois noms de personnage connus pour leurs magouilles politiques et leurs procédés antidémocratiques, représentant leurs candidats au poste de premier ministre. De plus, elle réclamerait six ministres§res dont ceux de l'intérieur, des travaux publics, des affaires étrangères, des affaires sociales, du commerce et de la justice. Si elle ne peut pas atteindre cet objectif, elle imposera carrément son président. C'est la course à l'aventure et à l'usurpation du pouvoir. Ils dévoilent ainsi la véritable signification du mot réconciliation. Cette entreprise cynique nous fait revenir à la pensée ce fameux vers de Racine "J'embrasse mon rival, c'est pour mieux l'étouffer."

(Les victimes)

Pendant qu'on se prépare à célébrer le triomphe de la "démocratie" réconciliatrice, la majorité se trouve muselée et anéantie par tous les moyens et voies de fait. La répression continue de s'intensifier. Le nombre des cadavres dans la rue augmente de jour en jour. Les visites domiciliaires de "zenglendos" se font avec beaucoup plus d'audace, les distributions d'armes aux forces parallèles se multiplient, certains quartiers sont fouillés militairement, les manifestations forcées des membres du FRAPH se font de plus en plus insistantes devant le parlement qu'elles soumettent au chantage de la destitution possible. La Chambre de commerce impose son embargo-grève de plus d'une semaine.

Ceux qui réclament la réconciliation, ce sont ceux qui ont créé la crise, ceux qui la maintiennent par tous les moyens, ceux qui continuent de s'armer et de violenter le peuple. Ils réclament la réconciliation comme pour culpabiliser les victimes, appeler à leur conscience chrétienne pour qu'ils acceptent ou continuent d'accepter d'être toujours des victimes. On anticipe à dessein sur la réaction des victimes comme pour mieux prévenir toute vengeance ou toute rancune.

C'est aussi une façon pour eux de se donner un air de victimes. TODE KOU POUL LA, MEN PA KITE L RELE (4). Il ne manquait pas de gens pour prendre leur défense par anticipation. Ainsi, ils auront toujours le dessus. C'est la manière classique de réagir au fantasme du retour de la victime.

Paradoxalement, ces victimes, elles, ne cessent de réclamer la légalité, la vérité, la décence dans les affaires publiques et la justice. Cette réclamation silencieuse, pacifique, mais ferme, garde toute son éloquence et fait revivre dans leur imagination le spectre du zombi qui revient pour demander des comptes.

Certains qui voudraient nous faire passer pour des enfants laissent entendre que la crise qui nous dévore est une crise de maturité. Il n'en est rien. Tout au moins elle ne Dépouillez-vous de votre orgueil et de votre suffisance. Revêtez-vous d'humilité, de douceur et vous rencontrerez la miséricorde et la compassion de Dieu. Il en est encore temps, toutes les couches populaires vous attendent avec impatience pour la suprême rencontre et la célébration de la fête d'une Nation enfin retrouvée et réconciliée avec elle-même. Venez construire une patrie fière, prospère, sécurisante pour tous, respectueuse de tous et qui soit digne du Royaume de Dieu.

Malgré des meurtrissures qui la rendent méfiante, la majorité vous tend les bras et attend de vous un geste authentique de sincérité. Elle n'a aucune intention de vous remettre une pierre. Il dépend donc de vous de dire oui, de jeter vos fusils et vos bâtons, d'abolir les tortures de toutes sortes, de proclamer la liberté générale pour que tous les enfants de ce pays se remettent à espérer (suivant le mot du pape Jean-Paul II lors de sa visite en mars 1983). C'est dans une espérance commune et une foi commune qu'on bâtit une Nation. Il dépend de vous de dire oui, pour que ce peuple ne soit plus un peuple d'otages, de mendiants humiliés, de réfugiés refoulés et ballottant sur les mers. Il dépend encore de vous de dire oui pour que nous fassions l'unité dans une démocratie nationale enfin retrouvée et une constitution respectée. N'oublions jamais ce dicton SI ANNDAN PA VANN OU, DEYO PA KA ACHTE W (6).

Revenez. Payez honorablement et équitablement vos taxes et vos impôts; ne cherchez que des profits raisonnables, n'imposez pas de fardeaux aux pauvres et aux malheureux, payez des salaires justes et raisonnables, créez d'autres emplois avec vos avoirs à l'étranger, réclamez le retour à l'ordre démocratique et constitutionnel, refusez votre appui à l'internationale du crime et des coups d'États.

Faites la paix avant de demander la paix, recherchez l'amnistie de Dieu avant de rechercher celle des hommes. Faites la paix et vous rencontrerez la paix de cette majorité pacifique jusqu'à l'extrême et qui attend de vous, élites du pouvoir, de l'avoir, du savoir et du faire, une compréhension humaine, la considération, l'amour et la justice. Faites un effort pour répondre à leur appel en rejetant toutes réactions primaires et traditionnelles. Si vous acceptez de faire ce bout de chemin, difficile à cause des préjugés, Haïti sera belle, plus belle que jamais, plus prospère que jamais, plus indépendante que jamais.

En terminant, puisque nous avançons vers le carême, temps de pénitence, temps de pardon et temps de prière, nous proposons à la méditation des uns et des autres la parole du Seigneur au livre d'Isaïe chapitre 58, versets 6 et 7:

Ne savez-vous pas quel est le jeûne qui me plaît? Rompre les chaînes injustes, délier les liens du joug, renvoyer libres les opprimés, briser tous les jougs; partager ton pain avec l'affamé, héberger les pauvres sans abri, vêtir celui que tu vois nu et ne pas te dérober devant celui qui est ta propre chair. Alors ta lumière poindra comme l'aurore, ta blessure sera vite cicatrisée.

Port-au-Prince, le 7 février 1994, en l'année du 190e anniversaire de l'Indépendance, huitième anniversaire du 7 février 1986 et troisième du 7 février 1991.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique490F Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441

^{(1) &}quot;Casser l'assiette du pauvre" (NdE).

⁽²⁾ Quais (NdE).

⁽³⁾ Sigle d'un "comité de médiation" favorable au coup d'État (NdE).

^{(4) &}quot;Tordre le cou de la pouie pour lui fermer le caquet" (NdE).

⁽⁵⁾ Bouki (paysan analphabète) et Malis (personne cultivée) sont des personnages de la tradition orale haîtienne. Bouki gagne toujours dans les compétitions avec Malis (NdE).

^{(6) &}quot;Si dedans on te vend pas, dehors on peut pas t'acheter" (NdE).